

L'Espagne redeviendrait-elle un état fasciste ?

La question peut sembler provocante et en énervera plus d'un-e qui se demandera comment le mot « fasciste » peut-il être accolé à un pays où le premier ministre est élu « démocratiquement » (selon les règles de la démocratie représentative qui ne représente qu'une poignée de politicards professionnels). Je sais que beaucoup de gens considèrent que le fascisme n'exista que de 1919 à 1945 et disparu ensuite dans les méandres de l'histoire, en oubliant les régimes de Franco en Espagne, Salazar au Portugal ou Pinochet au Chili (liste non exhaustive) qui seront qualifiés de « régimes autoritaires ». Mais sur quoi se construisait alors cette idéologie meurtrière ? Un culte des traditions considérées comme des repères intemporels face aux idéaux progressistes et humanistes, le personnage du chef de l'état sacralisé comme un dieu vivant, complicité avec le capitalisme et donc le patronat utilisés comme rempart face au communisme et enfin une surveillance du peuple par l'intermédiaire d'une police politique et donc refus et élimination de toute opposition politique.

Il suffit alors de regarder l'actualité de ces derniers temps en Espagne pour constater que l'on glisse dangereusement vers un régime autoritaire de type fasciste.

Premier signal donné par le gouvernement de Mariano Rajoy (élu en 2011) la loi votée en novembre 2013 appelée « Loi de Sécurité Citoyenne ». Comme toujours sous l'argument de la sécurité, il s'agit avant tout de contrôler et réprimer ses opposants politiques. Ainsi on trouve dans cette loi des articles symbolisant très bien la dérive autoritaire du régime en place. On trouve par exemple l'interdiction des manifestations non-déclarées ayant lieu devant des édifices de l'état et une amende de 30000 euros pour chaque participant-e-s, ou bien l'interdiction de se réunir en groupes politiques sur réseaux sociaux sous peine de devoir payer une amende de 30000 euros, d'autres amendes de 30000 euros seront demandées dans les cas où l'on refuse de décliner son identité, où l'on manifeste avec une capuche ou le visage couvert, où l'on empêche un flic de remplir son rôle répressif (dans le cas d'un sit-in par exemple), si on « déshonore » le drapeau espagnol, si l'on utilise des pancartes critiquant la nation espagnole ou enfin si on filme ou photographie un flic en service. Quand aux dessins satiriques sur les politiciens, ils sont tout simplement interdits!

Il semble assez évident qu'une telle loi parle d'elle-même et représente une volonté de la part du gouvernement de réprimer durement les mouvements sociaux, d'interdire toute critique du gouvernement espagnol et donc de mettre fin à toute opposition politique non contrôlée par l'état.

Deuxième signal donné par le gouvernement Rajoy il y'a un mois : la loi limitant l'avortement pour les femmes que dans deux cas précis. Dans le cas où la grossesse engendrerait un danger pour la vie de la femme et dans le cas d'un viol.

Limiter l'avortement à ces deux cas revient à marginaliser ce droit durement acquis par les femmes en considérant que c'est une solution d'urgence devant être utilisée que pour des cas d'urgence et donc oublier que ce droit est avant tout une avancée importante pour le droit de la femme à disposer de son corps. Bien pire que ça c'est

aussi cantonner la femme à une seule fonction reproductrice et oublier qu'elle est avant tout un être libre de faire ce qu'elle veut avec son corps, enfin c'est renvoyer les femmes qui voudront avorter dans les bras de profiteurs et d'escrocs en tout genre. Il est inquiétant en définitive de constater que l'état espagnol s'immisce autant dans l'intimité des femmes et voudrait contrôler leurs corps comme si elles étaient de simples machines à faire des enfants.

La loi de « sécurité citoyenne » et la loi sur l'avortement sont autant de signaux indiquant une volonté de la part de Rajoy de non seulement réprimer toute opposition à sa politique mais aussi de rentrer dans l'intimité de la femme et de considérer son corps comme simple outil reproductif.

On peut être surpris et choqué d'un tel tournant autoritaire de la part du Parti Populaire (présidé par Rajoy qui gouverne actuellement l'Espagne) considéré sobrement comme un parti « conservateur et libéral » par les médias de masse, mais il suffit de regarder d'où vient ce parti créé en 1989 pour comprendre que les différentes lois qui viennent d'être votées s'inscrivent en fait dans la cohérence idéologique d'un parti aux racines traditionalistes et fascistes. En effet le parti populaire a été créé par Manuel Fraga qui était un ancien ministre sous la dictature fasciste de Franco, voilà donc dans quel idéologie ce parti puise t-il ses racines et voilà qui explique de tels affronts faits aux libertés fondamentales de l'être humain.

Voilà qui montre bien que l'idéologie fasciste n'est pas morte en 1945 comme certains le prétendent et qu'il est important d'être toujours présents face aux idéologies qui mettraient en danger la liberté d'expression ainsi que le droit de disposer de son corps ainsi que toutes les autres libertés fondamentales du genre humain.



Nous devons être vigilants et unis face aux chiens de gardes du capitalisme et répondre coup pour coup à chaque offensives réactionnaires que ce soit en Espagne ou ailleurs dans le monde, il est important d'opposer à la réaction une vision de classe d'un monde progressiste et humaniste où les prolétaires de tous les pays pourront vivre heureux débarrassés de leurs oppresseurs!